



La Commune



Fillon, le fond de l'affaire

Voilà deux mois que « l'affaire Fillon » sévit. Pour reprendre un mot de Michel Audiard, cet homme est atteint de la « gangrène de l'âme ». Il s'était pourtant posé en parangon de vertu. Ainsi, sous la cinquième république, un type accusé d'escroquerie aggravée peut se présenter à l'élection présidentielle. S'il est élu, les poursuites pénales cesseront. Dans le cas de Fillon, il y a, il est vrai, bien pire que toutes ses affaires réunies : son programme ! Un programme qui, à sa façon, met le feu aux poudres. Un programme dont la mise en œuvre exigeait, entre autre, un chef d'orchestre « irréprochable ». Mais, hélas ...



(photo : EPA/MAXPPP)

Tout d'abord, il faut rappeler que la candidature Fillon n'était pas prévue au programme. L'oligarchie financière (au sens léniniste du terme ¹) avait présélectionné Juppé. Comme on le sait, pour départager les candidats à la candidature, il fallut organiser une « primaire ». Cette « primaire » montra que la base de LR rejetait Juppé et même Sarkozy. En vantant la « *thérapie de choc* », en se faisant l'écho de la haine du fonctionnaire et de « l'assisté », Fillon a conquis la majorité du « cœur de la droite ». Toute une vieille bourgeoisie traditionnelle sur le déclin, avide d'ordre moral protecteur de ses rentes, convaincue que l'impôt ne doit saigner nul autre que le malheureux, s'était coagulée autour de ce personnage impavide.

« Faut qu'les gros puissent se goinfrer, que les p'tits puissent engraisser »

Quatre années auparavant, Fillon face à Copé, était pourtant vent debout contre la « *stratégie de droitisation* » à laquelle il imputait la défaite de Sarkozy. Sur ce, la « *Manif pour tous* » a surgi, révélant la radicalisation de la base de l'UMP (devenue LR) et la tendance au débordement des chefs par des « collectifs » menaçant de présenter des candidats aux élections locales.

Lorsque la loi Taubira - mariage pour tous fut adoptée, Sarkozy devait déclarer :

« *La loi Taubira devra être réécrite de fond en comble* » (lors d'un meeting organisé par le collectif Sens Commun). « *Si vous préférez qu'on dise (qu'il faut) abroger la loi Taubira pour en faire une autre... En français, ça veut dire la même chose... Ça aboutit au même résultat. Mais enfin, si ça vous fait plaisir, franchement, ça coûte pas très cher* ». Mais, en janvier 2016, le même Sarkozy jurera qu'il n'abrogera pas cette loi.

Fillon va alors s'efforcer de gagner la confiance de ces courants de « *Droite forte* » voire « sauvage » pour se hisser au premier rang. A ces courants, il est impossible de présenter des demi-mesures ou de parler de

temporiser : « *Faut qu'ça saigne, faut qu'les gros puissent se goinfrer, que les p'tits puissent engraisser* »².

Un programme qui met le feu aux poudres

Galvanisé par ses troupes, Fillon se croit permis de déclarer une guerre ouverte à la Sécurité sociale (pendant que le gouvernement conspire contre elle et cherche à la tuer par doses successives de poison mortel) :

« L'assurance publique universelle pour "des affections graves ou de longue durée" et l'assurance privée pour "le reste" .. L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy souhaite également modifier le son mode financement, en faisant "basculer les cotisations maladies dites patronales vers un mix CSG-TVA", augmentant de deux points cette dernière taxe. « Il faut que ce soit la consommation qui finance notre système social, pas le travail" ». ³

Certes, toutes les mesures gouvernementales vont dans le sens prescrit par le Docteur Fillon (mais aussi celles de Le Pen, Mélenchon, Hamon, Macron). Fillon a le tort de vouloir prendre d'assaut la Sécu, drapeau déployé. Et, parfois, le tort tue.

Idem pour la Fonction publique : Fillon annonce la suppression de 500 000 postes

Idem pour les 35 heures : Fillon annonce les 39 heures payées 35

Idem sur les allocations-chômage

Frapper vite, frapper fort, dit-il en substance.

Lors des débats qui précèdent la « Primaire de la droite et du centre », Juppé et Sarkozy tentent de ramener leur rival à la raison. Ses mesures mettent déjà le feu aux poudres. L'air se charge déjà d'électricité dans la perspective d'une victoire possible de ce casse-cou.

Un « peuple de droite » en colère

La victoire de Fillon aux primaires intervient comme une conséquence de la dislocation des chairs qui frappe l'UMP depuis la défaite de Sarkozy en 2012. La « primaire » est intervenue pour arbitrer entre les prétendants. Leur rivalité est un enchevêtrement de « choc des ambitions personnels » et de divergences portant sur la méthode à employer et sur le rythme de l'offensive à mener pour sauver le vieux régime et les taux de profits. Divergences qui portent également sur la politique extérieure. Dans cette lutte de place, intervient donc l'aspiration d'une partie du « peuple de droite » à en découdre : ces couches de nantis mais néanmoins frustrés, hantés par le spectre de la décadence et par la perspective d'être tirés vers le bas, rêvent d'une révolution fiscale leur soulageant le porte-monnaie, sur le dos des dépenses publiques et sociales. Haro sur les « assistés », haro sur les fonctionnaires payés par l'Etat, haro sur les réglementations. Ces gens-là brûlent d'impatience et Fillon se fait leur porte-parole. Au fond, le programme de Fillon exprime la tension entre les classes sociales portée à incandescence depuis le printemps 2016. Il exprime donc la volonté d'en découdre « une bonne fois pour toutes » avec la population travailleuse et pauvre.

Fillon inquiète sa classe

Voilà qui ne manque pas d'effrayer les cercles dirigeants du capital financier qui ne craint rien davantage qu'un nouveau « novembre-décembre 1995 », après le printemps 2016 contre la loi El Khomri

Rachida Dati, dépouillée de sa circonscription à la faveur d'une alliance NKM-Fillon, s'en inquiète : « *Remettre en cause la Sécurité sociale, revenir sur l'indemnisation des demandeurs d'emploi, travailler plus pour gagner moins, augmenter la TVA... Où est le message d'espoir pour les classes moyennes ?* »

Fillon l'a emporté mais, avec un boulet au pied : les sarkozystes. Si les juppéistes et les sarkozystes font bloc contre sa « méthode d'exposition » du programme de la Droite (et de la droite « centriste), LR sera de nouveau en proie aux déchirements.

Nommé le 27 novembre, Fillon est acculé à tempérer ses propos dès le 12 décembre :

« La proposition la plus contestée du candidat de la droite, la distinction entre les "gros risques", les affections graves qui seraient couvertes par l'assurance-maladie, et les "petits risques", remboursés par des assurances complémentaires, est finalement retirée de son site internet ». ⁴

Tel un athlète qui aurait fait sa course à l'entraînement, Fillon a visiblement du mal à s'engager dans la « vraie » compétition « présidentielle ».

« Après quelques semaines de discrétion, François Fillon revient à la charge. "Je vais mettre en œuvre le programme sur lequel je me suis engagé et personne ne m'en détournera. Pourquoi ? Pas par obstination, il n'y a rien de brutal dans ce programme, simplement parce que c'est le seul qui peut permettre le redressement national", insiste, sur TF1 le 3 janvier, le député de Paris.

Sur la refonte du système de santé, François Fillon se montre inflexible. "Je ne change pas de programme, je réformerai la Sécurité sociale", assure-t-il en dénonçant avoir été "caricaturé de manière scandaleuse" sur la distinction aujourd'hui enterrée entre "gros" et "petits" risques. »⁵

Quand, tout à coup, le 25 janvier, Fillon est « canardisé », rattrapé par son enrichissement personnel. Nous connaissons la suite ...

Fillon « canarde » Sarko et Dati (2012-2016)

Deux mois se sont écoulés depuis que le scandale est arrivé. Fillon tente à présent de se faire passer pour la victime d'un complot ourdi par le « Cabinet noir » de l'Élysée, pour le compte de Macron. La thèse du complot tient souvent debout. La Vème république, elle-même, est née d'un complot des réseaux du général de Gaulle. Quant à Hollande, il n'est pas un petit saint, non plus. Reste que cette thèse manque tout simplement ...d'indices. Dans la vraie vie, Fillon a, de son propre chef, mis les pieds dans le borborygme où il se débat aujourd'hui.

En effet, avant d'être canardisé, Fillon a été un « canardeur ».

Novembre 2012 : « [Fillon] aurait demandé un service à Laurent Wauquiez, qui est un de ses proches, à savoir "transmettre au 'Canard enchaîné' une information 'sensible' concernant l'ex-garde des Sceaux (Rachida Dati) ».

9 juillet 2014 : Rachida Dati, « canardisée » sur ses notes de frais, « tweete » : « L'habit ne fait pas le moine. Que François Fillon soit transparent sur ses frais, ses collaborateurs » ; « Mais la théorie de la « bonne apparence » dont se sert allègrement Fillon n'autorise pas tout, y compris des méthodes de voyous! »⁶

Or, au même moment, Fillon se rapproche du ...Secrétaire général de l'Élysée et néanmoins ami, le sieur Jean-Pierre Jouyet, lequel obtient l'autorisation du chef de l'État de déjeuner avec Fillon. Fillon demande à l'Élysée de « pousser la justice » à « en faire d'avantage » contre ...Sarkozy et ses affaires. Fillon portera plainte contre les journalistes qui ont ébruité cette affaire mais en sera débouté en première instance et en appel. ⁷

Avril 2015 : Sarkozy donne libre cours à sa colère : « Fillon, je le veux à terre et sans oxygène", " L'histoire dans l'histoire, c'est bien Fillon (...) C'est lui qui a tenté, via son avocat Sureau, de me faire mettre en examen. Et d'accélérer la procédure judiciaire par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Élysée »(Jean-Pierre Jouyet, Ndlr). ⁸

[Rappel : L'UMP et l'agence de communication Bygmalion sont soupçonnées d'avoir établi de fausses factures au cours de la campagne présidentielle de 2012, pour masquer un dépassement de 18,5 millions d'euros du seuil maximum des dépenses électorales (22,5 millions d'euros). L'enquête s'intéresse aussi à 10 millions d'euros supplémentaires qui auraient été officiellement dépensés par l'UMP, mais pas inscrits dans les comptes de la campagne présidentielle. Quatorze personnes, dont Nicolas Sarkozy, sont visées par l'enquête.]

16 février 2016 : Sarko est mis en examen

26 août 2016 : Fillon croit pouvoir rouler des mécaniques. Face à Alain Juppé, condamné en 2004 pour « prise illégale d'intérêts » et Sarko mis en examen, il lance : « qui imagine le général de Gaulle, mis en examen ? » ⁹

24 novembre 2016 : Dans le débat qui l'oppose à Juppé, Fillon est cinglant : « On ne peut pas diriger la France si on n'est pas irréprochable » " J'ai déjà eu l'occasion de le dire, ça a créé des émois. C'est une évidence. Les ministres et le président de la République ne doivent pas être mis en examen, et doivent avoir une attitude exemplaire ". " Je sais que ça n'est pas juste, qu'il y a la présomption d'innocence, mais l'expérience qui est la mienne montre qu'on ne peut pas diriger sereinement un ministère si on a une suspicion sur le dos. Les hommes politiques ne sont pas citoyens comme les autres. Ils doivent montrer le chemin . » ¹⁰

Quelle mouche l'a donc piqué ? Sitôt « qualifié » pour la présidentielle, Fillon décide de faire des niches à Dati, en « donnant » sa belle et imprenable circonscription à Kosciusko-Morizet.

Dati écume de rage : « *Tu vas voir comment je vais te le défoncer, le Fillon, je vais lui apprendre le caniveau, il ne perd rien pour attendre, je vais me l'étriper, le lascar !* ». »

Dati avait prévenu : « *"Si Fillon donne sa circo à NKM, ce sera la guerre, et, faites gaffe, j'ai des munitions, je vais lui pourrir sa campagne"* »¹¹

Nous sommes le 18 janvier, une semaine avant que n'éclate l'Affaire Fillon...

« Plus t'as de pognon, moins t'as de principe »

... Samedi 25 mars. Sur le plateau du journal inattendu de la station RTL, l'actrice Karine Viard s'élançait :

« [Fillon] *fait partie de ces hommes politiques qui sont dans une espèce d'habitude de flirter avec l'illégalité. Mais ça devient légal parce que tout le monde le fait ...* » « *Il faut s'exprimer, il faut dire qu'on n'est plus d'accord avec cette vieille classe politique qui pensent que leurs privilèges leurs sont dus* ».

<http://www.vsd.fr/actualite/l-actrice-karin-viard-appelle-a-voter-contre-cette-vieille-classe-politique-qui-vole-20413>

*Dans le même temps, Eric Cantona fait remarquer : « La France est un pays vraiment étrange. Si vous êtes accusé, vous êtes exclu indéfiniment de l'équipe nationale de football, mais vous pouvez encore vous présenter à l'élection présidentielle », "François Fillon a un jour suggéré d'annuler un match si des gens manquaient de respect à l'hymne national. Je suggère que nous annulions l'élection quand les candidats se montrent irrespectueux envers la morale et l'éthique. Merci" »*¹²

<http://www.public.fr/Dossiers/Election-Présidentielle-2017/News/Eric-Cantona-son-virulent-tacle-a-l-encontre-de-Francois-Fillon-1328666>

Quelques jours auparavant, le ministre de l'Intérieur a dû démissionner en catastrophe, juste après avoir été « canardé » pour un sérieux soupçon d'emplois fictifs « en famille », lui aussi.

Courant février, en première lecture, les députés ont adopté une loi qui « prescrit » les délits imputés à Fillon (ou Le Roux) au bout de douze ans. De quoi couvrir toutes les frasques, pots de vins et autres réjouissances « consommées » jusqu'à 2006.

« Le pouvoir corrompt... »

Pour mieux comprendre, il est nécessaire de revenir à quelques fondamentaux qui, il n'y a pas si longtemps, passaient pour des lieux communs, comme celui-ci « *le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument* » [John Emerich Edward Dalberg-Acton (10 janvier 1834 – 19 juin 1902)¹³]. Nous gardons également en mémoire ces quelques lignes de Lénine (tirée de « L'Etat et la révolution ») :

« *Dans la république démocratique, poursuit Engels, "la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre", à savoir: premièrement, par la "corruption directe des fonctionnaires" (Amérique); deuxièmement, par l'"alliance entre le gouvernement et la Bourse" (France et Amérique). Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont "développé", jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en oeuvre la toute-puissance de la richesse* »

La Vème République, quant à elle, est un régime qui, dès l'origine, est plus proche de la monarchie absolue que de la monarchie constitutionnelle (basée sur la stricte séparation des pouvoirs). A défaut d'être doté d'un réel pouvoir, les parlementaires se voient offrir la possibilité de l'enrichissement personnel. Et, comme disait Michel Audiard « *plus t'as de pognon, moins t'as de principe, l'argent est la gangrène de l'âme* ». ¹⁴

Dans ce système au-dessus duquel chacun des prétendants prétend s'élever, le carriériste s'enrichit légalement, sans frauder, au gré de ses mandats électifs successifs. C'est ce que révèle le patrimoine de Mélenchon, moyennant une bonne affaire immobilière : un million d'euros qu'il doit à 34 années de carrière parlementaire. A mesure que l'on se grise, la marge entre l'enrichissement personnel légal et l'enrichissement personnel illégal semble arbitraire aux yeux de ceux qui sont « entrés dans la carrière ». Les plus prudents et soucieux ne la franchiront pas. Les autres se sentant intouchables, plus hauts placés se laisseront glisser.

Survient alors Julien Dray qui propose l'antidote : pour préserver les élus de la tentation, il faut les rémunérer plus encore. Un peu comme si on donnait une belle somme d'argent à un voleur sortant de prison pour prévenir toute récidive ! Survient ensuite, l'affaire Le Roux, sommé de démissionner sur le champ. L'affaire Cahuzac n'avait donc servi à rien. De plus, on l'a vu, la principale leçon tirée par

l'assemblée nationale de l'affaire Fillon réside dans un article de loi accordant une prescription de 12 ans pour les délits classiques de corruption des hommes politiques.

Le Premier corrupteur, c'est la V^e République

Sous le régime de la V^eème république, un chef d'Etat est constitutionnellement « irresponsable » : Il n'a de compte à rendre ni à la Justice, ni au Parlement et encore moins à la population. Aussi bien, Fillon considère-t-il être déjà sous ce statut par anticipation.

La contradiction avec sa morale n'est qu'apparente : sa morale est celle de l'aristocrate nanti du droit de se payer sur la bête, de s'auto récompenser pour le « don de sa personne » à l'Etat et au parti qui incarne le mieux cet Etat. La « vile multitude » c'est-à-dire « la populace », elle, n'a qu'à bien se tenir puisque - pour reprendre un mot lâché par Mélenchon- il « s'use la vie à défendre » l'intérêt général, lequel se confond avec celui du Capital financier qui, seul, peut faire marcher la société et saura se montrer « généreux » quand il sera sorti de l'ornière, quand les « entrepreneurs » seront « libéré » du « modèle social » qui le bride. Sous cette république, l'enrichissement personnel, légal et illégal, est devenu un usage. De même que les règlements de compte entre « amis » par fuite dans la presse interposée.

On l'a vu, a priori, rien n'interdit à un ministre d'être « conseil » d'une société comme Axa, preuve que l'imbrication des institutions avec les hautes sphères de l'oligarchie financière est complète. Dans les ministères gravitent une foule de petits Macron, tantôt banquiers, tantôt hauts fonctionnaires voire ministres ou PDG de grosses taules comme la SNCF. Les vases communiquent.

Lors du grand Débat du club des cinq du 20 mars, Mélenchon dernier des parangons de vertu venu (il a même écrit un livre sur la vertu, c'est pour dire...) s'est plaint que l'on ne s'en prenne qu'aux corrompus, jamais aux corrupteurs. La belle affaire ! Le grand corrupteur, c'est la cinquième république, c'est l'Etat bourgeois.

Ce n'est donc pas dans les gènes de Fillon qu'il faut chercher ce mal mais les gènes de la cinquième république, dans les gènes de l'Etat bourgeois, instrument de domination de classe de la bourgeoisie sur l'ensemble de la société.

L'affaire Fillon apparaît, à vue d'œil, comme une sorte d'accident de parcours dans la marche à l'élection présidentielle. Ce 27 mars, Cambadélis accuse Fillon de « pourrir » la campagne. Il se trompe ou fait exprès de se tromper : la campagne était vérolée avant même que n'explode l'affaire Fillon. Dès le mois de juillet, la campagne se présentait sous les pires auspices qui soient.

De façon accidentelle, l'affaire Fillon est venue brutalement révéler le degré de putréfaction du vieux régime, corrupteur par nature, matrice de toutes les intrigues de Palais et règlements de compte mêlant ambitions personnelles et désaccords sur les moyens à employer pour parvenir à une même fin.

Sans crier gare, l'affaire Fillon vient révéler que la V^eème république est gangrenée et ne peut plus être sauvée

Répercussions du « printemps 2016 » sur la campagne électorale

Comme nous l'avons souligné plus haut : Fillon lui-même n'était pas prévu au programme (pas plus que Hamon, au reste) : les grands capitalistes et banquiers, les commissaires « européens » avaient présélectionné Juppé. En face de lui, Hollande, Macron, et Mélenchon allaient se partager les dépouilles de « la gauche ». Hollande allait être battu « à cause de la division » et tout ce beau monde appellerait à voter Juppé face à Le Pen. Juppé, une fois élu, pratiquerait une large ouverture et une bonne partie du PS irait le rejoindre en vantant les mérites de « l'union nationale » et de l'Union « européenne » dans une « grande coalition ».

Hollande a donc déclaré forfait le 1^{er} décembre 2016. Et Valls a mordu la poussière aux « primaires » de « la belle alliance populaire ». Ainsi, en quelques semaines, Juppé, Sarkozy, Hollande et Valls ont été « dégagés ». Ce « big bang » est la conséquence de la mobilisation du printemps 2016 contre la loi El Khomri.

Loin d'être une défaite des travailleurs, cette première tentative de grève générale (contrecarrée par Mailly-Martinez) a provoqué la dislocation de la majorité parlementaire de Hollande, l'a empêché de procéder à la réforme de la Constitution, et a détruit la cohésion du gouvernement. L'adoption formelle de cette loi par le 49-3 a donc finalement débouché sur l'élimination de Hollande puis Valls. Le refus de cette loi soude entre eux salariés, jeunes et chômeurs dans tout le pays. Le mouvement du printemps 2016 embraye à présent sur un regain hautement significatif des grèves partielles (un million de journées de grèves recensées ces deux derniers mois) et à présent : la grève générale en Guyane !

Tout le monde sent que cette confrontation du printemps 2016 n'était qu'un premier round qui voit le gagnant formel vient s'effondrer dans les vestiaires tandis que le perdant est toujours debout, plus révolté qu'avant encore.

Cet état des choses suscite alors une sorte de radicalisation à l'autre pôle. Cette radicalisation que Fillon tente d'incarner dans toute sa dureté sèche : du point de vue de cette « droite forte », le gouvernement n'a pas frappé assez fort, il n'a pas été jusqu'au bout de son projet initial, il n'a pas su « réformer les syndicats » pour en faire de simples auxiliaires de police sociale dans les entreprises. Il faut donc une « thérapie de choc » qui frappe vite et fort contre la classe ouvrière et ses organisations, pour en finir une bonne fois pour toute avec le Modèle social « 1945 ». Or, la mobilisation du printemps dernier inspire une peur rétrospective aux cercles dirigeants du Capital financier qui veulent, pour l'instant, poursuivre la stratégie « réformatrice », celle des contre-réformes successives, graduelles, « associant » de plus en plus les syndicats au Capital et à l'Etat, cherchant le consensus au sommet.

« *Divorce entre les Français et la présidentielle* »

N'ayant pu imposer Juppé, les milieux financiers se reportent sur Macron dont le « mouvement » unit Robert Hue à Alain Madelin, cet ancien d'occident, aujourd'hui oxydé. « A défaut de grives, on mange des merles ».

A ce jeu-là, Fillon devient, à son corps défendant, un trublion, un candidat nuisible, qui jette l'opprobre sur une campagne minée de toute part. Le « divorce entre les français et la présidentielle » (selon l'expression médiatique) est, quant à lui déjà consommé, confère le commentaire qui suit :

« *Selon une étude du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) publiée par Le Monde, 32 % des Français pourraient décider de bouter les urnes. Soit une progression de l'intention d'abstention de 13 points par rapport à 2012. Un chiffre énorme que Martial Foucault, directeur du Cevipof, commente lundi 20 janvier au micro de RTL. C'est un chiffre considérable à quelques jours du premier tour, reconnaît le spécialiste. En général, on a un démarrage toujours lent. S'il rappelle que l'intention d'abstention n'est pas nouvelle, il précise qu'il devrait tendre à baisser petit à petit, ce qui n'est pas le cas cette année : "Tant que la campagne n'est pas installée et tant que les candidats n'ont pas exprimé leur position, leur programme, il y a toujours une tentation de démobilisation. Mais au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'échéance, on avait observé par le passé un taux de participation potentielle beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui." Pour lui, "à 35 jours du premier tour, on aurait pu observer un taux autour de 20 % d'abstention et non pas 32."*¹⁵

A suivre

28-03-2017

1 L'oligarchie financière n'est pas suspendue en l'air, elle n'est pas une « caste » ou un « lobby » de « ploutocrates », elle procède de l'interpénétration du capital industriel et du capital bancaire. Selon Lénine : « *la "gestion" exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination : d'une oligarchie financière* »

2 Refrain de la chanson de Boris Vian - le Tango des bouchers de la Villette

3 http://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/francois-fillon-et-sa-reforme-de-la-securite-sociale-la-valse-hesitation-en-six-actes_2000277.html

4 http://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/francois-fillon-et-sa-reforme-de-la-securite-sociale-la-valse-hesitation-en-six-actes_2000277.html. » (Déjà cité)

5 http://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/francois-fillon-et-sa-reforme-de-la-securite-sociale-la-valse-hesitation-en-six-actes_2000277.html. » (Déjà cité)

6 <http://www.voici.fr/news-people/actu-people/rachida-dati-a-l-origine-des-revelations-sur-francois-fillon-elle-repond-621673> -

https://twitter.com/datirachida/status/486781569966043136?ref_src=twsrc%5Etfw&ref_url=http%3A%2F%2Fwww.bfmtv.com%2Fpolitique%2Fump-rachida-dati-senprend-violemment-a-francois-fillon-809753.html

7 <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20161012.OBS9721/hollande-remet-une-pièce-dans-l-affaire-fillon-jouyet-sarkozy.html>.

8 <http://www.lejdd.fr/Politique/Nicolas-Sarkozy-Francois-Fillon-je-le-veux-a-terre-et-sans-oxygene-726990>

9 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/08/28/97001-20160828FILWWW00076-fillon-qui-imagine-le-general-de-gaule-mis-en-examen.php>

10 <http://www.bfmtv.com/politique/fillon-on-ne-peut-pas-diriger-la-france-si-on-n-est-pas-irreprochable-1063233.html>

11 http://www.francetvinfo.fr/replay-radio/si-j-etais/si-j-etais-rachida-dati_2035979.html -
<http://www.sudouest.fr/2017/01/18/rachida-dati-furieuse-apres-l-investiture-de-nkm-dans-la-circonscription-de-fillon-3116163-710.php>

12 <http://www.lejdd.fr/Politique/Nicolas-Sarkozy-Francois-Fillon-je-le-veux-a-terre-et-sans-oxygene-726990>

13 1er baron Acton, dit Lord Acton, historien et homme politique britannique d'origine italo-allemande

14 https://fr.wikiquote.org/wiki/Des_pissenlits_par_la_racine

15 <http://www.rtl.fr/actu/politique/presidentielle-2017-vers-un-taux-d-abstention-considerable-7787737530>

Modifié le jeudi 30 mars 2017

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>